



**Normand Baillargeon** est professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM. Aussi essayiste, il est l'auteur du *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, qui a connu un franc succès.

Un très vigoureux débat a lieu en ce moment au Québec à propos de l'exploitation du gaz de schiste. Pour aider à en comprendre pleinement les enjeux, il pourra être éclairant de lire la minutieuse analyse des tenants et aboutissants de l'exploitation des sables bitumineux en Alberta que propose Andrew Nikiforuk dans un ouvrage brillant, qui a d'ailleurs remporté le premier prix de la Society of Environmental Journalists et, plus récemment, le Rachel Carson Environment Book Award.

Clair et informé, *Les sables bitumineux : la honte du Canada* est en bout de piste un réquisitoire implacable contre tout ce que s'apprête à faire chez nous un gouvernement qui ne se soucie nullement de ce que pense une population qu'il voudrait sourde et muette, et qui se place au service des corporations plutôt qu'à celui du bien commun.

Rien n'y manque en effet de ce qui devrait nous alerter, depuis l'absence de contrôle démocratique jusqu'au subventionnement public de ces tyrannies privées que sont les corporations transnationales, sans oublier l'externalisation de la pollution ainsi que les mensonges et semi-vérités distillés par des firmes de relations publiques (où travaillent des gens qui méprisent le public, mais qui ont des relations) pour lier cette pitoyable bouillie et la faire avaler à une population plutôt apathique et consentante parce que, n'est-ce pas, « ça crée de l'emploi ».



« Le pétrole est le liquide vital de notre civilisation moderne, écrit Nikiforuk, et la Terre n'est plus qu'un hémophile qui se vide de son sang ». Telle est la triste réalité qu'il montre dans ce livre.

### La ruée vers l'or noir

On connaissait depuis longtemps le potentiel pétrolifère de l'Alberta. Mais ses hydrocarbures, profondément enfouis dans le sable, étaient trop coûteux à extraire. L'accroissement du prix du baril, la rareté de l'or noir dont la fin prochaine est annoncée et des innovations technologiques majeures ont changé la donne et cet « océan de sable imprégné de pétrole » a récemment été jugé exploitable.

La zone concernée contient, pense-t-on, au moins 175 milliards de barils, ce qui en fait la plus grande réserve d'hydrocarbures à l'extérieur de l'Arabie Saoudite. C'est donc

à une véritable ruée vers l'or noir qu'on assiste en ce moment, et avec ses quelque cent projets d'exploitation de sables bitumineux auxquels elle a donné le feu vert, l'Alberta est rapidement devenue « le plus vaste projet énergétique au monde ». En fait, on produit désormais au Canada plus de pétrole qu'au Texas ou au Koweït et notre pays, depuis 2001, est le premier exportateur de pétrole vers les États-Unis — auxquels on fournit presque le cinquième de ses importations, tandis que nous importons du pétrole du Moyen-Orient.

Au passage, et c'était prévisible, on a aussi voulu changer le nom de ces sables bitumineux, bitume étant un bien vilain mot : les spécialistes en relations publiques parlent donc, et voudraient qu'on parle, de sables pétrolifères — Nikiforuk note avec raison que c'est comme si on se mettait à appeler les tomates du ketchup.

Ce changement de vocabulaire est un bel effort, mais il ne parvient pas à masquer le désastre écologique, humain, politique et économique causé par la production de l'hydrocarbure le plus cher et le plus sale qui soit.

# L'horreur écologique, version albertaine

## Le fond du baril

L'exploitation de cette ressource est pour commencer extrêmement polluante. Elle nécessite 3 millions de barils d'eau par jour, brûle quotidiennement assez de gaz naturel pour chauffer six millions de maisons, a rasé des forêts boréales entières (140 000 km<sup>2</sup>), exige qu'on excave deux tonnes de sable et de terre pour produire un seul baril de bitume. Elle a aussi considérablement augmenté les émissions de gaz à effet de serre du Canada. Certains effets de ces pollutions de l'air et de l'eau apparaissent déjà : des cancers — certains très rares — semblent se multiplier, des poissons sont devenus difformes, des écosystèmes sont détruits. L'exploitation des sables bitumineux, conclut l'auteur après avoir dressé un terrifiant portrait du désastre écologique, a « ruiné le bilan environnemental du Canada ».

Mais il faut aussi souligner le désastre économique et politique qu'est cette aventure, qui coûte des sous aux contribuables et enrichit une insatiable industrie à laquelle des politiciens complaisants font de mirobolants cadeaux. Une fois ceux-ci faits, l'État albertain, finalement, ne touche, sous formes de redevances, que 39% du revenu de l'industrie pétrolière — contre 89% au Venezuela ou 76% en Norvège. Et les recettes pétrolières et gazières globales n'ont jamais atteint le 25% que le gouvernement s'était fixé. Pire : « Tandis que grimpaient les prix du pétrole et du gaz, [elles sont] tombées au plus bas, avec 15% du gâteau. »

Il n'y a toutefois pas que la minceur des revenus qu'ils touchent qui doit inquiéter les Albertains. Car il y a encore le fait que ce sont eux, les citoyens, qui devront assumer les coûts de la dépollution et de la prétendue régénération des sites contaminés. Si même tout cela était possible : car parler de régénération, ici, c'est, pour reprendre une image de l'auteur, « mettre du rouge à lèvres à un cadavre ».

En lisant ce livre, on se dit que ce qui est à proprement parler dément, à bien y penser, c'est que la logique qu'imposent nos institutions économiques à ces acteurs (politiciens, administrateurs, industriels, etc.) qui ne se soucient que de profits, fait en sorte qu'ils ne peuvent pas plus se préoccuper de la santé de la planète que de la survie de leurs propres petits-enfants. Nikiforuk résume d'ailleurs ainsi la pensée de ces gens : « Leur slogan? Creuser, forer, n'importe où, n'importe quand. Ils ne s'inquiètent pas de l'avenir de leurs enfants, parce que les nouvelles technologies à venir les sauveront juste à temps. » Misère...

## Que faire?

Nikiforuk ouvre son livre sur une *Proclamation d'un état d'urgence politique*, du bien-fondé de laquelle il nous convainc dans les pages qui suivent; il le conclut en avançant douze intéressantes propositions pour la salubrité écologique. J'en conviens avec lui : il nous faut une taxe-carbone, une pétropolitique digne de ce nom, une stratégie nationale d'innovation et de sécurité énergétique, des citoyens actifs et conscientisés et ainsi de suite. Mais il manque cependant une chose cruciale à cette liste, selon moi : celle qui rappelle qu'il faut radicalement changer nos institutions économiques.

Une dernière remarque, en forme d'avertissement : ce livre, certes passionnant, est également enrageant. Il est enrageant d'apprendre, comme on le fit récemment, que PepsiCo embouteille l'eau du robinet de Montréal dont nos impôts ont payé le traitement et l'arrivée au robinet, pour nous la revendre ensuite en bouteilles de plastique polluantes sous le nom d'Aquafina. Il faut présumer que Pepsico a davantage le droit à des réductions d'impôts. Sinon la compagnie va nous menacer de déménager. Où ça? En Alberta, pourquoi pas...